



Pour des standards d'accueil minimaux

Novembre 2015

Working Report

TABLE DES MATIÈRES

Mot de bienvenue et présentation de l’ADEM Fouzia Rossier, responsable de plaidoyer en Suisse, Terre des Hommes – aide à l’enfance, Lausanne	3
Charte MNA : avancées et espoirs Jeunes participants au projet Speak Out !, Conseil suisse des activités de la jeunesse (CSAJ)	8
Accueil des mineurs non accompagnés (MNA) en Suisse	
La prise en charge de tutelle en Valais Françoise Jacquemettaz	13
Modèle pour une prise en charge axée sur les droits et le développement de l’enfant Christophe Braunschweig, conseiller technique SSI	14
Hébergement en familles d’accueil Markus Kopp, responsable placements familiaux, Caritas Suisse	21
Conclusion Fouzia Rossier, responsable de plaidoyer en Suisse, Terre des Hommes – aide à l’enfance, Lausanne	22

L'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM)

Fouzia Rossier, Terre des Hommes, aide à l'enfance

**Pour des standards minimum
dans l'accueil des migrants en
Suisse**

Colloque annuel de l'ADEM

Berne, le 4 novembre 2015

Bienvenue

危机

L'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM)

L'ADEM est une alliance entre :

- L'Institut international des droits de l'enfant (IDE)
- La Fondation suisse du Service Social International (SSI)
- La Fondation Terre des hommes - aide à l'enfance (Tdh)



Collaboration établie par le Memorandum of Understanding (MoU) et le concept de l'Alliance

Historique

- **2007** : création d'une alliance pour améliorer la prise en charge et le suivi des mineurs non accompagnés (MNA) en Suisse : **naissance de l'ADEM**
- **2007 – 2013** : colloques nationaux, rapport national et prises de position
- **2015** : relance de l'alliance et de ses activités en poursuivant son but initial : **veiller à la défense des droits et des intérêts des enfants migrants en Suisse**

En Europe... et en Suisse

- Politiques d'asile et des étrangers toujours plus restrictives
- Situation des MNA très préoccupante : chiffres en nette hausse depuis 2014
- Intérêt supérieur des MNA pas suffisamment respecté
- Manque de recherche de solutions sur le long terme
- Mise en évidence des carences en terme de protection par l'Observation générale n°6 du Comité des droits de l'enfant (2005) :
 - Risques
 - Discrimination relative au logement, aux services de santé et à l'éducation
 - Manque d'accès à un système adapté d'identification, d'enregistrement et de détermination de l'âge
- **En Suisse** : divergences cantonales

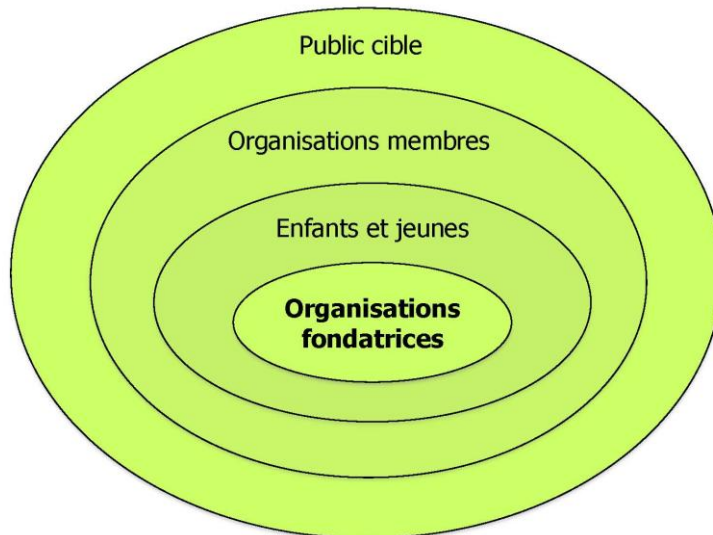
But de l'ADEM

- Améliorer la prise en charge et le suivi des enfants migrants **dans tous les cantons**, en vue de garantir leurs droits et de leur offrir une perspective d'avenir dans leur pays d'origine, en Suisse ou dans un pays tiers.
- Contribuer à la mise en œuvre des recommandations du Comité des droits de l'enfant à l'égard de la Suisse concernant les enfants migrants.

Les activités de l'ADEM

- 1) **Réseau** : correspondants cantonaux / réseau de contacts au niveau suisse et international
- 2) **Information** : diffusion de l'information via le site web www.enfants-migrants.ch
- 3) **Formation et sensibilisation** : colloque national / formations pour professionnels / diffusion d'outils pratiques
- 4) **Plaidoyer** : prises de position / recommandations
- 5) **Lobbying** : dialogue avec autorités / sensibilisations des parlementaires,...

Mécanismes de collaboration



Plan d'action 2015 - 2019

Plan d'action sur 5 ans axé sur les **recommandations du Comité des droits de l'enfant à la Suisse** du 4 février 2015 (p. 16-17) :

- **Objectif 1** : Application de normes minimales visant à harmoniser les pratiques cantonales de prise en charge
- **Objectif 2** : Formation des personnes de confiance
- **Objectif 3** : Accès effectif et non discriminatoire des enfants demandeurs d'asile à l'éducation et à la formation professionnelle
- **Objectif 4** : Respect des besoins spéciaux et garantie de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre de la procédure d'asile

Merci

Pour tous renseignements : ssi-ea@ssiss.ch

Charte MNA : avancées et espoirs

Jeunes participants du projet Speak out !, Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ)

Speak Out!

4. November 2015
ADEM Tagung

Ein Jahr nach der Charta
Une année après la charte

Situation actuelle – Aktuelle Situation

- Une rencontre avec le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a eu lieu.
Ein Treffen mit dem Staatssekretariat für Migration hat stattgefunden.
- Nous continuons à travailler sur la Charta, avec de nouveaux thèmes.
Wir arbeiten weiter an der Charta, mit neuen Themen.
- Nos messages seront communiqués dans des courts métrages.
Unsere Botschaften werden in Kurzfilmen gezeigt.



Les nouveaux thèmes – die neuen Themen

Situation financière
Finanzielle Situation

Ich bin ganze Tag in der Schule. Dort brauch ich etwas zum Essen damit kann ich besser lernen und verstehen. Aber ohne Geld in der schule kann ich nichts zu essen kaufen.

Ich bin froh dass ich in der Schweiz in der Schule Matematik, Deutsch, Metal un Holzarbeit lernen kann. Ich möchte aber gern Arzt werden und dafür muss ich in der Universität studieren können. Deshalb möchte iche auch Physik, Chemie, Biologie und andere fächern haben, die für mein Zukunft wichtig sind.

Temps passé à l'école et matières étudiées

Zeit in der Schule und Schulfächer

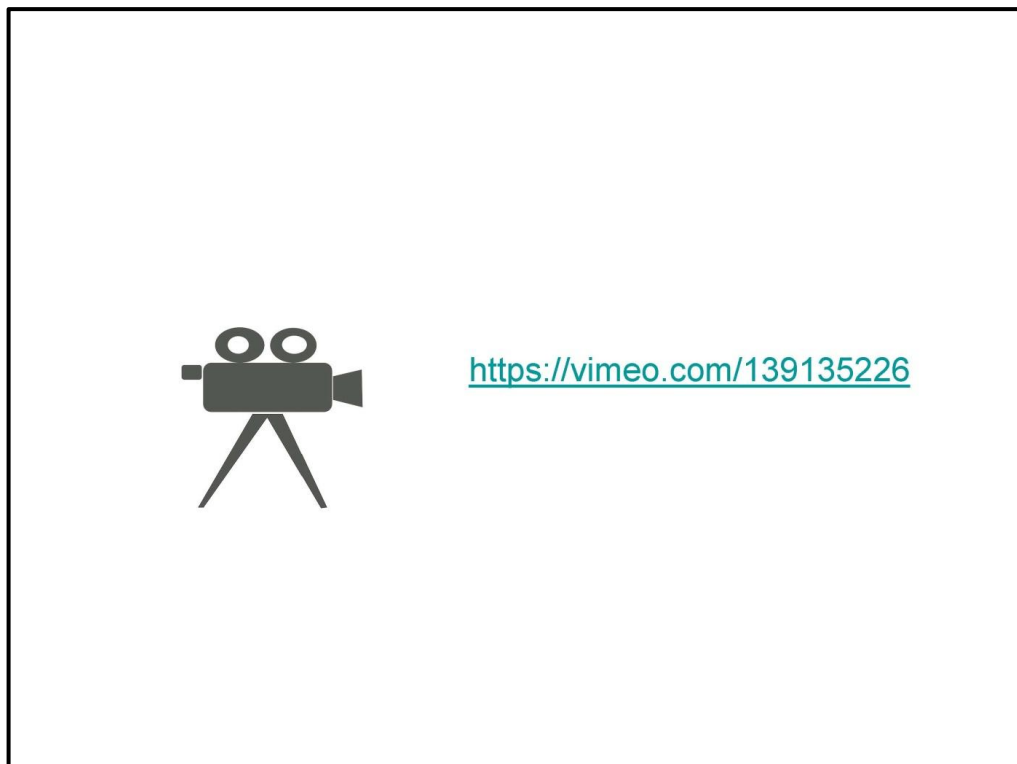
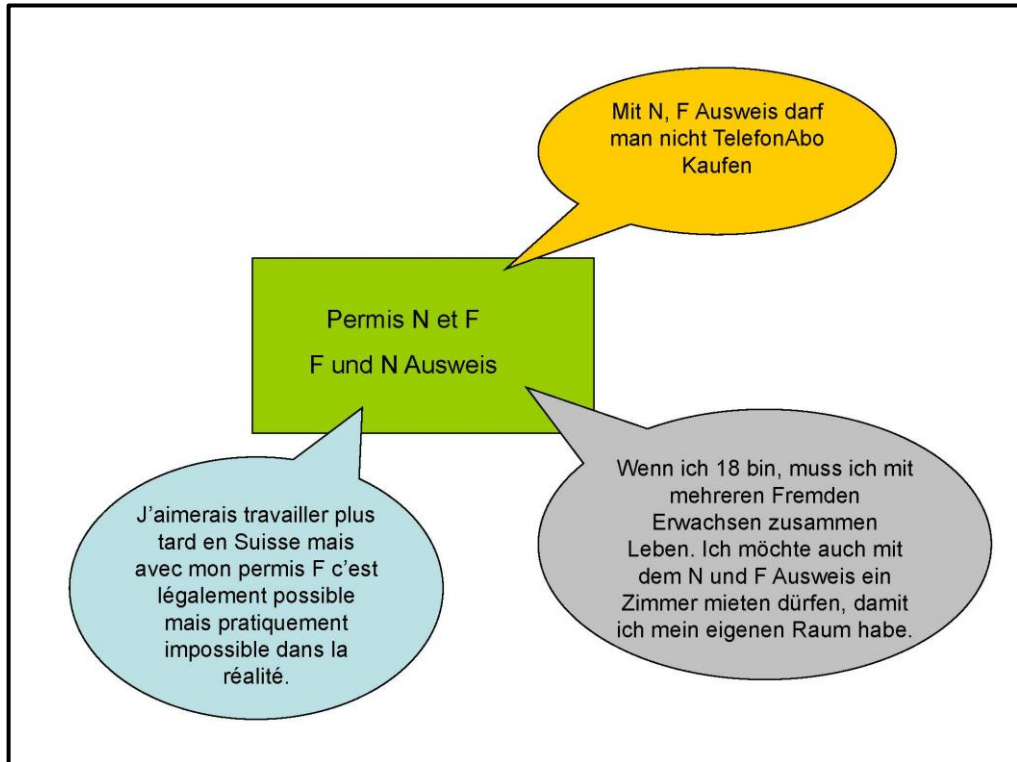
Ich warte schon 1,5 Jahre auf mein Bescheid und habe schon zwei Interviews. Bitte geben Sie mir antwort. Wenn ich 18 bin ist es schwierig für mich.

Durée de la procédure d'asile
Dauer des Asylprozesses

Je voudrais dire à l'administration que l'accélération de notre procédure est le plus important pour nous et même si la réponse devait être négative nous aimerions pouvoir continuer la formation que nous avons commencé.

ça me touche très très au coeur que je demande au soutien à la fédération des mineurs de prendre en charge nos petits de 13, 14, 15 ans; ne pas les laisser seuls dans les centres sans famille d'accueil, seuls dans les cuisines.

Logement avec adultes
Unterkunft mit Erwachsenen



Au plaisir de discuter avec vous!

Wir unterhalten uns gerne mit Ihnen!

La prise en charge de tutelle en Valais

Françoise Jacquemettaz

En tant que responsable du Centre de contact Suisses-immigrés à Sion, Mme Jacquemettaz est également tutrice pour MNA, dont la plupart sont au foyer le Rados. Le fonctionnement de tuteur est différent d'un canton à l'autre, par exemple, elle n'est pas affiliée à un service de protection de l'enfance, contrairement au canton de Vaud.

Elle est la tutrice des MNA dès leur arrivée. En général, elle, en collaboration avec le foyer, organise une petite réunion pour expliquer son rôle quelques temps après que le jeune soit installé.

Le foyer s'occupe de la partie scolaire et Mme Jacquemettaz s'occupe de la partie asile. Quand le jeune est convoqué pour une audition, elle le convoque avant cette date pour lui expliquer le déroulement de l'audition et le préparer aux questions. Elle les accompagne à toutes les auditions, en tout cas jusqu'à la majorité du MNA. Il se peut que les jeunes ne soient pas auditionnés pendant plusieurs années.

En novembre, il y avait environ soixante MNA à Sion et le Valais a l'autorisation, en accord avec la Confédération, de suivre les MNA jusqu'à 25 ans s'ils sont en formation.

En plus de son rôle de tutrice, Mme Jacquemettaz doit parfois faire la médiatrice entre le jeune et le foyer. Elle souligne cependant que son rôle est moindre car le Rados offre une prise en charge adaptée.

Auf eine Rechte und die Entwicklung des Kindes ausgerichtetes Betreuungsmodell

Christoph Braunschweig

Nationale Fachtagung ADEM

**Minimalstandards für die Aufnahme von Migrantenkindern in der
Schweiz**

Auf die Rechte und die Entwicklung des Kindes ausgerichtetes Betreuungsmodell

4. November 2015

Christoph Braunschweig

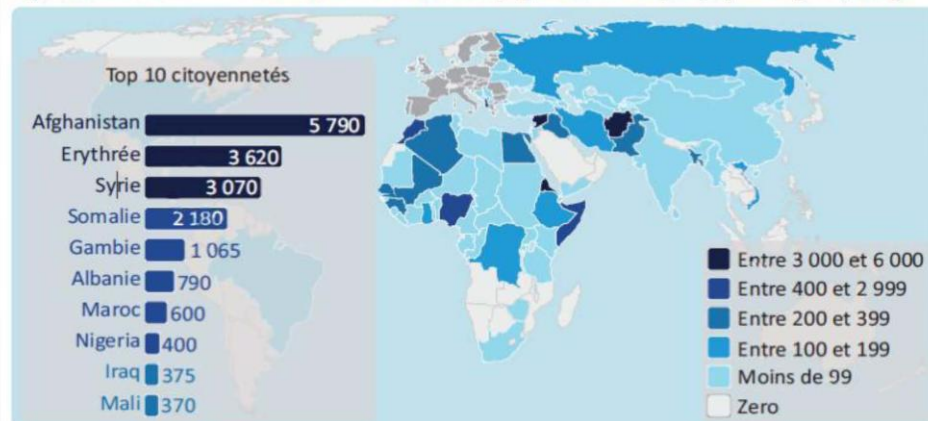
Schweiz. Stiftung des Internationalen Sozialdienstes (SSI)

www.ssis.ch
ssi@ssis.ch



Neu ankommende unbegleitete Minderjährige in Europa 2014

Figure 6 - Demandes d'asile de mineurs non accompagnés dans l'UE par pays d'origine (2014)



Data source: Eurostat.



Empfehlungen des UN-Ausschusses für die Rechte des Kindes

- **69. (c) Landesweit sollen Mindeststandards für Aufnahmebedingungen, Integrationsunterstützung und Fürsorge für Asylsuchende und Flüchtlinge, insbesondere Kinder, eingeführt werden; es gilt dafür zu sorgen, dass alle Empfangs- und Betreuungszentren kinderfreundlich sind und den geltenden UN-Normen entsprechen**



Die wichtigsten UN-Normen

- **UN-Übereinkommen über die Rechte des Kindes von 1989**
- **Allgemeine Bemerkungen Nr. 6 des UN-Ausschusses von 2005**
- **UN-Leitlinien für alternative Formen der Betreuung von Kindern von 2010**
- **Richtlinien über allg. Grundsätze und Verfahren zur Behandlung von asylsuchender unbegl. Minderjährigen des UNHCR von 1997**
- **Inter-agency Guiding Principles on unaccompanied and separated children; ICRC, IRC, SCUUK, UNICEF, UNHCR; 2004**



Weitere wichtige internationale Dokumente und Richtlinien

- Empfehlung CM/Rec(2007)9 des Ministerkomitees des Europarates an die Mitgliedstaaten über Lebensprojekte für unbegleitete minderjährige Migranten
- Erklärung zur Einhaltung bestmöglicher Standards / Statement of Good Practice des SCEP von 2009
- EU-Aktionsplan für unbegleitete Minderjährige (2010 – 2014)
- SAFE & SOUND; What States can do to ensure respect for the best interests of unaccompanied and separated children in Europe; UNHCR / UNICEF; Oktober 2014



Wichtigste Verpflichtungen der Aufnahmeländer

- Kindgerechte Unterbringung, Nominierung einer Beiständin, eines Vormundes
- Individuelle Abklärung der Situation des Kindes, inklusive Familie und (ehemalige) Beziehungen zu Nahestehenden
- Schule und Berufsbildung
- Unterstützungsplan und Entwicklung eines Lebensprojektes
- Zugang zu einem Verfahren im Hinblick darauf, eine dauerhafte Lösung ermitteln zu können
- Begleitung und Betreuung durch Referenz- oder Bezugspersonen



Harmonisierte Standards und gemeinsame Arbeitsabläufe

Handbuch zur Betreuung unbegleiteter
Minderjähriger in der Schweiz

1

Praxisorientierter Leitfaden für Fachleute



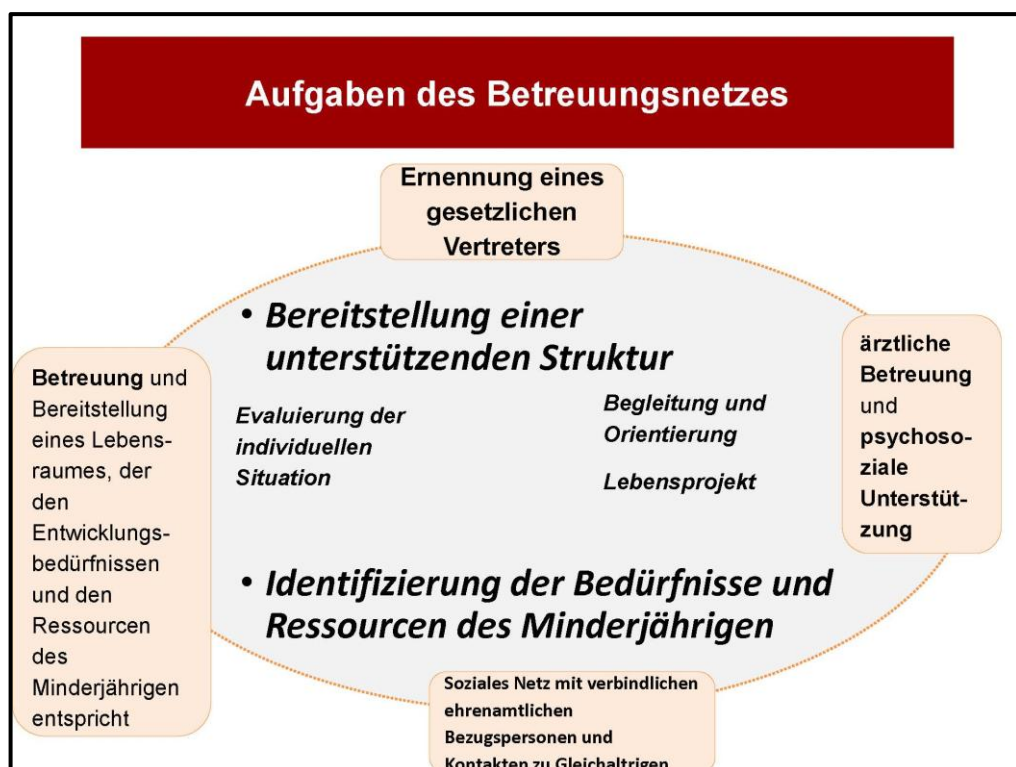
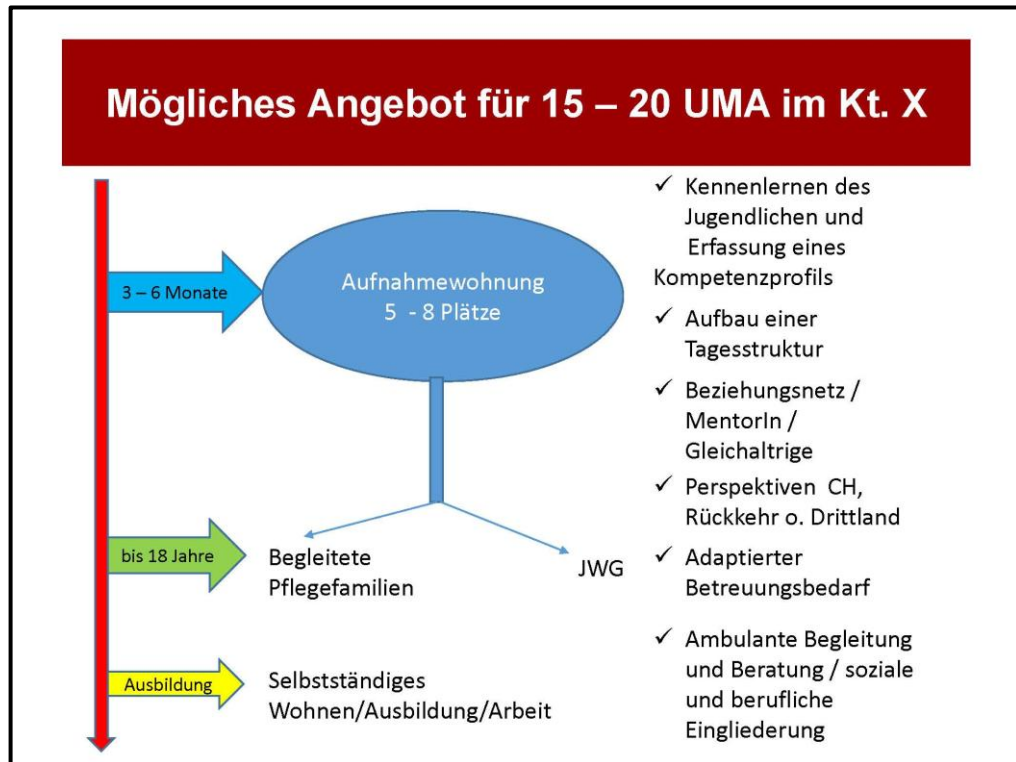
Schweizerische Stiftung des Internationalen Sozialdienstes (SSI)

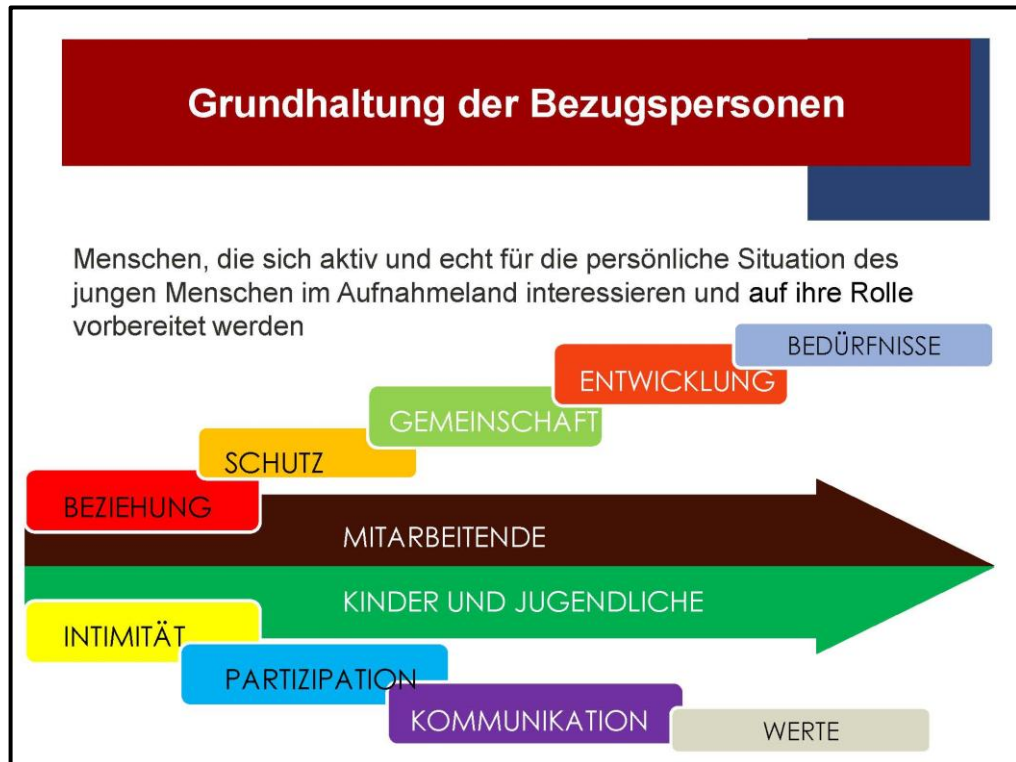


Harmonisierte Standards und gemeinsame Arbeitsabläufe

1. Ankunft und Identifizierung
2. Asylverfahren
3. Aufnahme und Betreuung
4. Provisorische Integration
5. Situationsabklärung im Herkunftsland
6. Situationsabklärung im Gastland
7. Suche nach einer dauerhaften Lösung
8. Nachbetreuung
9. Unterstützung junger Erwachsener








Lebensprojekte für unbegleitete Minderjährige

1) Erste Abklärung	2) Vertiefte Evaluation	3) Zielsetzungen und Etappen	4) Evaluation der Möglichkeiten	5) Definition des Lebensprojektes	6) und eventuelle Änderungen
Erfüllung der Grundbedürfnisse Aufbau einer Beziehung zu dem Jugendlichen Kenntnisnahme der Lebensgeschichte des Jugendlichen	Sammeln von Zusatzinformationen im Interesse des Jugendlichen (Existenz der Familie, Lokalisierung, Kontakt, usw.)	Prüfung und Definition in einer Tabelle: a) Interessen und Ziele des Jugendlichen b) Machbarkeit c) Vorhandene Mittel, um diese Ziele zu erreichen d) Etappen, um sich diesen Zielen zu nähern	Klären der Ziele Mögliche Lösungen für die Zukunft ins Auge fassen: im Gastland bleiben, ins Herkunftsland zurückkehren, in einem Drittstaat zur Familie übersiedeln Vereinbaren kurzfristiger Ziele	Definieren eines Projekts zusammen mit dem Jugendlichen: Einbeziehung verschiedener Aspekte der Entwicklung des Jugendlichen (Sprache, Ausbildung, Gesundheit, Kontakt mit dem Herkunftsland, Autonomie, Freizeitaktivitäten,...)	Erstellen regelmäßiger Bilanzen: Bearbeiten aufgetretener Fragen und Probleme Hervorheben erreichter Fortschritte Bewertung der Machbarkeit der definierten Ziele Gegebenenfalls Umorientierung des Projektes Beobachtung der Entwicklung der Situation und des Projektes

¹³Europarat (2010): Handbuch «Lebensprojekte für unbegleitete minderjährige Migranten»



Besten Dank für Ihre Aufmerksamkeit !



www.ssiss.ch
www.resao.org
www.enfants-migrants.ch



Hébergement en familles d'accueil

Markus Kopp

Caritas Suisse a une longue expérience dans le placement et l'aide juridique aux migrants.

Caritas reçoit beaucoup de demande de familles qui veulent accueillir des réfugiés. Pour qu'une famille soit apte à accueillir quelqu'un, il faut entre 2 et 5 mois. Il y a de nombreuses difficultés d'accueil, notamment avec les jeunes filles qui ont subi des violences sexuelles ou excision.

Le problème c'est qu'il existe des places d'accueil libres qui ne coïncident pas avec la répartition cantonale des MNA, ce qui amène à la question : « la clé de la répartition cantonale établie par le SEM est-elle vraiment pertinente dans la situation des MNA ? »

En effet, cette clé de répartition ne favorise pas la collaboration inter-cantonale, au contraire, elle isole les cantons les uns des autres. Quel est le rôle de l'Etat fédéral ? Surtout si les cantons sont actifs et se mobilisent face à cette problématique. Il y a une grande nécessité de dialogue intercantonal.

Conclusion

Fouzia Rossier

Il faut des solutions structurelles mais souples, une collaboration entre l'Etat fédéral et les cantons. La société civile doit faire pression : le SSI a commencé une cartographie des cantons qui sera un moyen de pression très utile pour les politiciens des cantons. Tant qu'on n'arrive pas à démontrer qu'un canton est mauvais élève, on n'arrivera pas à faire changer les choses. Ce sera ensuite aux politiciens d'agir.